L'Ukraine, entre tensions politiques à Kiev et guerre larvée dans le Donbass

Ioulia Shukan

▶ **To cite this version:**

Ioulia Shukan. L'Ukraine, entre tensions politiques à Kiev et guerre larvée dans le Donbass. Les Études du CERI, 2018, 235-236, pp.11 - 17. 10.25647/etudesduceri.235-236.02 . hal-03440912

HAL Id: hal-03440912

https://sciencespo.hal.science/hal-03440912

Submitted on 22 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'Ukraine, entre tensions politiques à Kiev et guerre larvée dans le Donbass

par Ioulia Shukan

Quatre ans après la révolution de Maïdan (2013-2014), l'Ukraine vit à l'heure d'un nouveau bras de fer entre le pouvoir et son opposition. L'issue de cette confrontation, révélatrice d'une profonde crise de légitimité et de déceptions accumulées, est incertaine. Un conflit armé de basse intensité, mais ravageur et meurtrier, se poursuit dans le Donbass. Alors qu'aucune porte de sortie ne se dessine pour le moment, la guerre entraîne de profonds changements dans la société ukrainienne.

Pouvoir et opposition en ordre de bataille en vue des élections générales de 2019

Un an et demi avant les élections générales de 2019, le président Porochenko et son opposition mesurent leurs forces. Le chef de l'Etat a nommé au poste de Premier ministre un de ses proches, Volodymyr Hroïsman. Et il s'applique, depuis 2016, à renforcer ses positions au détriment d'autres institutions, esquissant, d'après certains, la menace d'un retour à l'autoritarisme[1]. A titre d'exemples, Iouri Loutsenko a été promu au poste de procureur général alors qu'il n'a aucun diplôme en droit ; la réforme de la justice en cours donne jusqu'en 2019 au chef de l'Etat le pouvoir de nommer les juges ; et le Parlement ayant annulé en novembre 2017 le concours obligatoire pour le recrutement des responsables des administrations locales, ceux-ci seront désormais désignés par le président.

Le pouvoir du chef de l'Etat est cependant limité. Il l'est au sein du gouvernement, le contrôle du puissant ministère de l'Intérieur, conduit depuis 2014 par Arsen Avakov, échappant à son autorité. Il l'est aussi à la Rada suprême. Le gouvernement, qui s'appuie sur une coalition réunissant le Bloc Petro Porochenko (BPP – 138 sièges sur 424 pourvus[2]) et ses alliés du Front du peuple (81 sièges), est minoritaire au Parlement, ce qui l'oblige à construire des majorités *ad hoc* pour chaque vote, en s'alliant avec les groupes parlementaires oligarchiques issus du Parti des régions de Viktor Ianoukovitch, ancien président déchu, réfugié en Russie.

Face à l'affirmation du pouvoir présidentiel, une opposition hétéroclite a vu le jour. Elle rassemble d'abord dans l'arène parlementaire le parti réformateur Samopomich du maire de Lviv Andriï Sadovyï (25 sièges), le Parti radical d'Oleh Liachko (20 sièges) et Batkivchtchina de Ioulia Timochenko (20 sièges), trois ex-alliés de Porochenko. Cette opposition réunit aussi dans la rue des activistes de la société civile, des organisations ultranationalistes et des vétérans du conflit armé dans le Donbass, tous déçus par le pouvoir et les stratégies de

[1] M. Minakov, « Restructuring the power vertical : The autoritarian threat in Ukraine », 29 juin 2017, **https://www.opendemocracy.net/od-russia/mikhail-minakov/reconstructing-power-vertical-authoritarian-threat-in-ukraine**

[2] 26 sièges correspondant aux circonscriptions en territoires séparatistes n'ont pas été pourvus. La majorité absolue reste cependant fixée à 226 voix sur les 450.

prédation de ses représentants. La frange la plus radicale de l'opposition est emmenée par Mikheïl Saakashvili, ex-président géorgien, ancien allié de Porochenko, gouverneur d'Odessa pendant près d'un an et demi entre 2015 et 2016. Elle a installé, depuis octobre 2017, un campement de tentes sur la rue Hrouchevski, face à la Rada suprême, en plein cœur de Kiev, pour dénoncer la corruption au sommet de l'Etat et exiger la destitution de Porochenko.

Cette mobilisation protestataire, qui est perçue par la population comme un conflit de pouvoir, peine cependant à attirer plus de 5 000 à 10 000 participants lors de ses rassemblements. Le message anticorruption du mouvement, tout comme sa demande radicale de destitution, cadrent en outre peu avec les préoccupations quotidiennes de la population dans un contexte tendu, marqué par la guerre et des mesures d'austérité. D'après l'enquête réalisée à l'automne 2017 par les instituts de sondages KMIIS, Sotsis et le centre Razoumkov, le conflit armé vient en tête de leurs inquiétudes (51,3 %), devant la hausse des prix et des tarifs (37 %), le bas niveau des salaires et des retraites (36 %), le chômage (27,1 %) et enfin la corruption (22,9)[3]. Néanmoins les autorités redoutent la détermination de Saakashvili, déchu à l'été 2017 de la nationalité ukrainienne qui lui avait été accordée deux ans plus tôt, et de ses alliés.

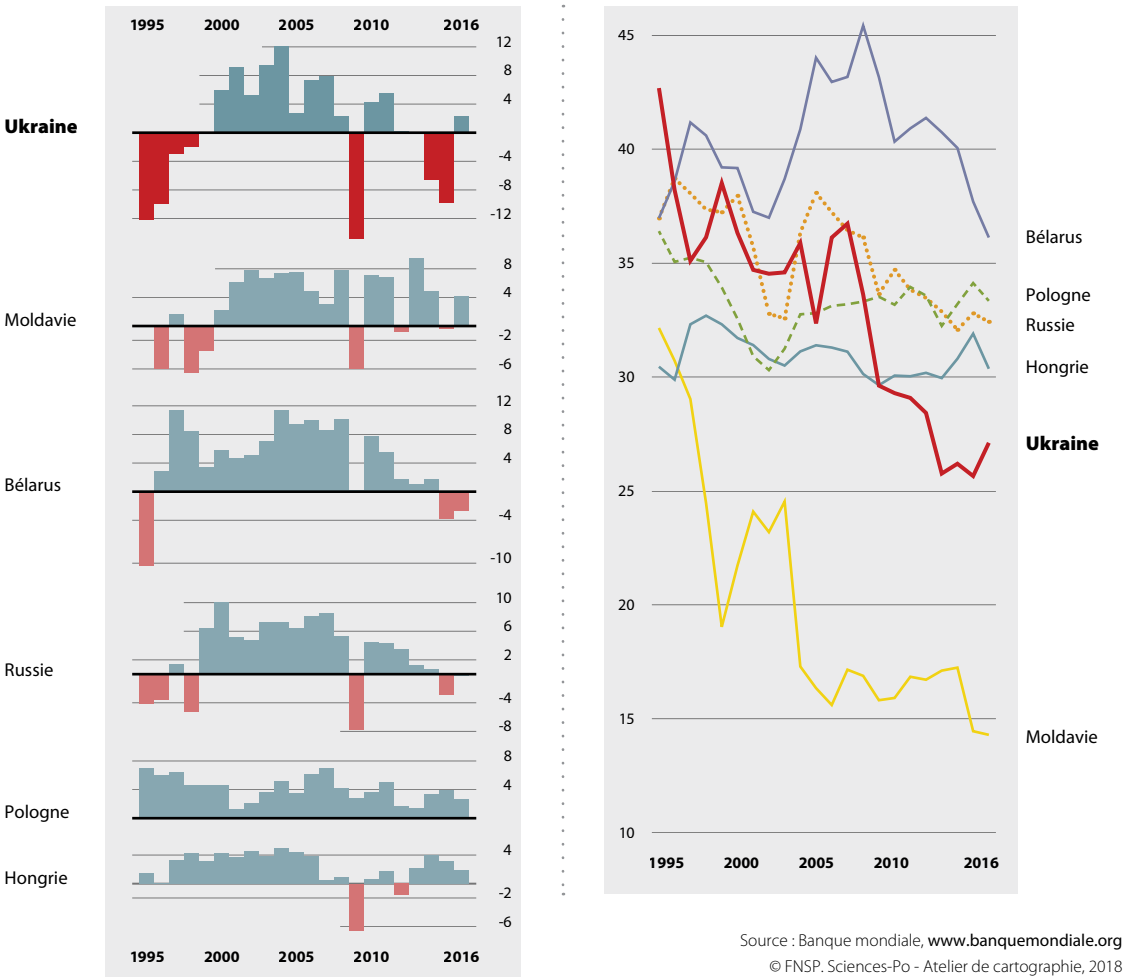
Les réformes au cœur du débat politique

Ce que l'opposition reproche tout particulièrement à Porochenko, c'est son manque de détermination à mener de front les réformes structurelles, notamment la lutte contre la corruption qui n'avance que par à-coups et sous la pression conjointe de partenaires occidentaux et de la société civile ukrainienne.

Engagée depuis 2014 sur la voie de profondes transformations, l'Ukraine a pourtant réalisé des efforts de modernisation et de transparence sans précédent : réformes de la police et de l'armée, création de la plate-forme électronique Prozorro (« transparent » en ukrainien) pour la passation des marchés publics, ou d'agences spécialisées comme le Bureau national de lutte anticorruption (NABU) et le Parquet anticorruption (SAP). Indépendantes, ces deux agences ont visé des personnalités qui bénéficiaient jusque-là d'une totale impunité : des députés du BPP et du Front du peuple patronnant l'extraction, illégale et ravageuse pour l'environnement, de l'ambre au nord-ouest du pays, Roman Nassirov, l'ancien chef du service fiscal soupçonné de favoritisme, ou encore Oleksandr Avakov, fils du puissant ministre de l'Intérieur… La mise en ligne, à l'automne 2016, des déclarations de patrimoine de près de 50 000 officiels, dont le président, des juges et des agents publics, est un autre coup dur porté à une corruption endémique. On a ainsi appris l'existence de fortunes personnelles colossales dans un pays où le salaire moyen se situe autour de 240 euros et qui vit d'une assistance financière massive (15 milliards d'euros accordés par le Fonds monétaire international). L'Agence pour la prévention de la corruption (NAZK) est depuis censée passer au crible ces déclarations afin de détecter des faits de corruption, de trafic d'influence ou de prise illégale d'intérêts.

[3] Voir **http://ratinggroup.ua/files/ratinggroup/reg_files/press_prezent_ua_0001.pdf**

Figure 1
L'Ukraine et ses voisins : croissance économique et poids de l'industrie (1995-2016)



Le pays poursuit également, conformément à l'exigence des bailleurs de fonds internationaux, une importante restructuration de l'économie qui passe par la maîtrise du déficit budgétaire (2,2 % du PIB en 2016), une politique monétaire plus rigoureuse ou encore la réforme des retraites[4]. Le régime « sans visa » consenti aux Ukrainiens depuis juin 2017 lors de leurs déplacements dans l'Union européenne est la meilleure reconnaissance de l'ampleur des changements engagés.

Face à cette remise en cause tous azimuts, le pouvoir essaie de saborder le travail indépendant des agences anticorruption. Le parquet général a lancé, en novembre 2017, des poursuites criminelles à l'encontre du directeur de NABU, Artioum Sytnik. Il a également révélé l'identité de certains de ses agents travaillant sous couverture. Il entrave enfin la création d'une cour anticorruption spécialisée, alors que les tribunaux ordinaires bloquent les dossiers déjà instruits.

[4] D. Clark, « Ukraine's economy has turned a corner », *Financial Times*, 5 juillet 2017.

« Ni guerre ni paix » à l'est de l'Ukraine

Alors que la confrontation entre pouvoir et opposition a lieu dans les rues de Kiev, une guerre de positions se poursuit dans le Donbass entre les forces ukrainiennes et les troupes séparatistes appuyées par Moscou. Les accords de Minsk II de février 2015 – un accord de cessez-le-feu et un plan de règlement du conflit en treize points[5] – ont permis de geler la ligne de contact, tracée au fil des combats. Les violations de cessez-le-feu se comptent cependant par milliers, d'après les rapports de la mission d'observation de l'OSCE[6].

L'essentiel des opérations militaires se limite à des bombardements à la tombée de la nuit et à des avancées ou des reculs limités dans la zone grise qui sépare les parties en conflit. Les deux armées réalisent de brèves incursions dans cette zone afin de tester les forces ennemies, mais aussi pour occuper quelques centaines de mètres supplémentaires et améliorer leurs positions tactiques. A la faveur de cette stratégie de grignotage de part et d'autre, la zone grise, initialement large de près d'un kilomètre, s'est réduite à 200-300 mètres sur certains tronçons, ce qui accroît le risque d'hostilités. Cette stratégie dessine également la carte des zones de tension, permanente depuis 2015, autour de plusieurs positions respectivement ukrainiennes et séparatistes : Vodiane/Pikuzy au sud de la région de Donetsk, Marinka/Oleksandrivka ou Avdiivka/Yasynouvata au centre, Svitlodarsk/ Debaltseve à la jonction entre les territoires de Donetsk et de Louhansk, ou encore Krymske dans la région de Louhansk.

Ces combats sporadiques, meurtriers et ravageurs, alourdissent le bilan des victimes : 10 100 morts et près de 30 000 blessés depuis le début du conflit en 2014. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies, environ 3,4 millions de résidents du Donbass requièrent une assistance humanitaire[7]. Le quotidien des civils résidant dans la zone de cinq kilomètres de part et d'autre de la ligne de contact – 200 000 personnes du côté gouvernemental et 600 000 du côté séparatiste – est particulièrement précaire. Exposées à des bombardements systématiques et coincées entre des zones infectées de mines et autres restes explosifs de guerre, ces populations vivent dans l'insécurité physique permanente[8]. Elles souffrent également de coupures régulières d'électricité, de gaz, d'eau et de chauffage. Elles se retrouvent enfin avec peu ou pas d'accès à des services administratifs, bancaires ou de santé, mais aussi sans emploi[9].

[5] Sur le plan militaire, ces accords stipulent la création d'une zone démilitarisée et le retrait des armes lourdes de chaque côté de la ligne de contact. Sur le plan politique, ils supposent la reconnaissance d'un statut spécial du Donbass par le Parlement ukrainien, le vote d'une loi d'amnistie et l'organisation d'élections locales. Enfin, sur le plan humanitaire, ils prévoient des échanges de prisonniers.

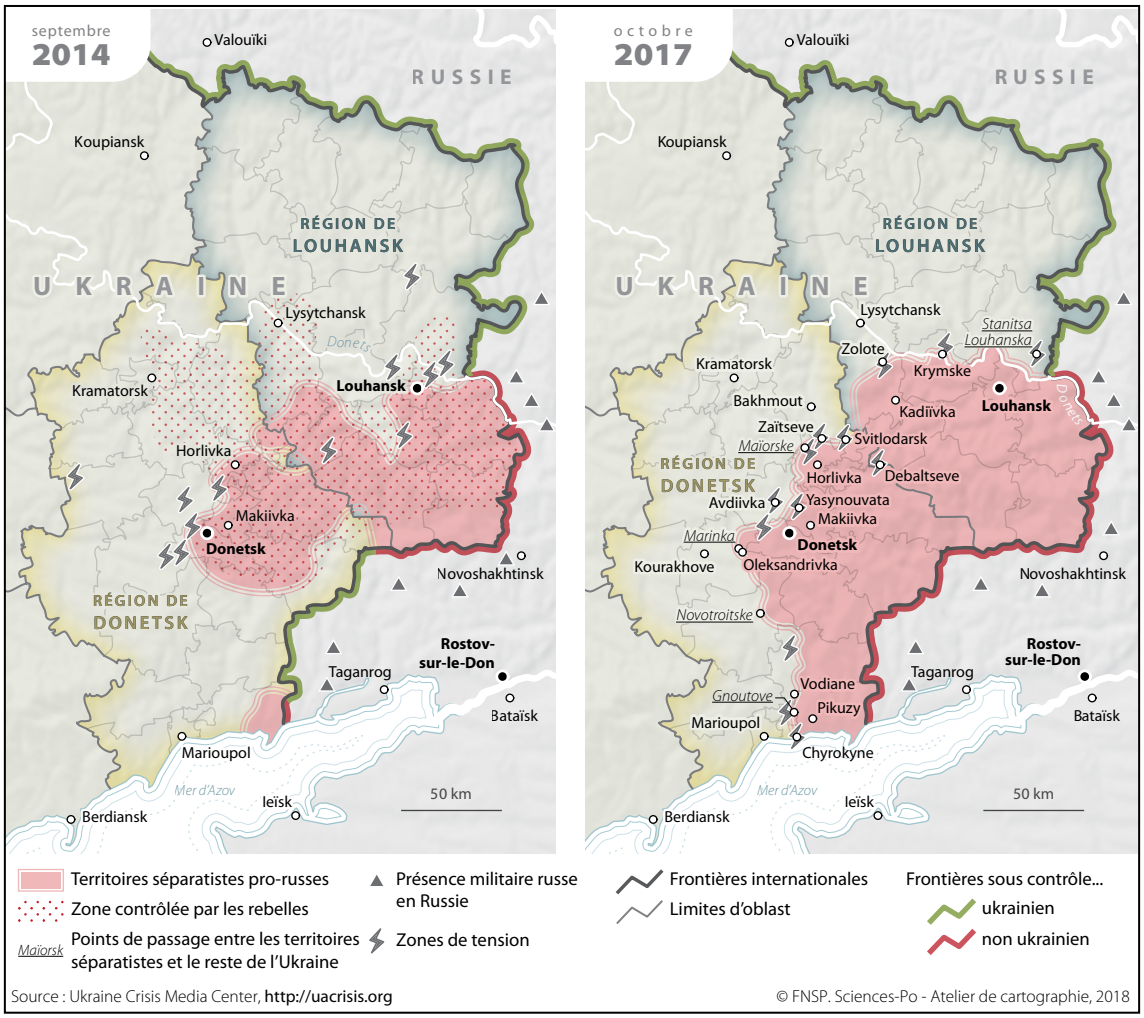
[6] **http://www.osce.org/ukraine-smm/reports**

[7] Pour plus de détails, voir **https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ukraine_-_humanitarian_bulletin_issue_22_-_sep-oct_2017.pdf**

[8] OSCE, « Civilian casualties in Eastern Ukraine 2016 », **http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/342121**

[9] REACH, « Situation overview : Area based assessment in government controlled areas within 5 km of the line of contact », juillet 2017, **http://www.reachresourcecentre.info/system/files/resource-documents/reach_ukr_situation_overview_aba_overview_july_2017_0.pdf**

Figure 2
Occupation du Donbass (2014-2017)



Le processus de paix dans le cadre des accords de Minsk II est au point mort, notamment en raison de désaccords persistants entre Kiev et Moscou quant à leur interprétation. Les responsables ukrainiens conditionnent la réintégration politique du Donbass à des avancées sensibles en matière de sécurité et de démilitarisation, ainsi qu'au déploiement d'une force d'interposition internationale sur les quelque 400 kilomètres de la frontière russo-ukrainienne qui échappent à leur contrôle. Le Kremlin place le règlement politique du conflit comme un préalable à toute avancée sécuritaire. Kiev refuse aussi l'organisation d'un scrutin régional « au rabais » par les autorités des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, de même qu'une amnistie préalable et large, ce qui est contraire aux exigences des chefs séparatistes et de Moscou.

La réintégration du Donbass, telle qu'elle est prévue par Minsk II, est en outre contestée à la Rada suprême par le Parti radical, Samopomich et Batkivchtchina[10]. Leurs leaders

[10] I. Shukan, « La réintégration politique du Donbass en Ukraine est-elle vouée à l'échec ? », *Les Champs de Mars*, n° 29, 2017, pp. 195-203.

préconisent le gel du conflit ainsi que la reconnaissance de la Russie comme « pays agresseur »[11]. Deux députés de Samopomych ont été durant l'hiver 2017 les initiateurs du blocus des voies ferrées de l'est de l'Ukraine, qui visait à empêcher le passage de convois de charbon des territoires séparatistes vers l'Ukraine. Ce blocus a reçu l'appui de nombreux anciens combattants qui assimilent à de la trahison « ce commerce dans le sang » qui permet aux séparatistes de financer leurs efforts de guerre.

Face à l'incapacité des forces de sécurité de briser le blocus, le président Porochenko a interdit, le 15 mars 2017, toute circulation de marchandises au-delà de la ligne de contact. Cette décision est aussi intervenue après l'annonce de la nationalisation par les Républiques autoproclamées d'une quarantaine d'industries locales, notamment des mines de charbon qui fournissent les centrales électriques ukrainiennes. Le divorce commercial avec le Donbass a provoqué la rupture des chaînes de production métallurgique, obligeant l'Ukraine à importer du charbon d'Afrique du Sud. Il lui aurait coûté près de 1 % de PIB et un million de dollars de taxes non perçues[12]. Depuis, les relations entre l'Ukraine et ses territoires séparatistes ne tiennent qu'à la traversée de la ligne de contact par près de 700 000 personnes par mois, ou encore à quelques interdépendances en matière d'approvisionnement en eau ou en électricité.

Les négociations entre le diplomate Kurt Volker, représentant spécial pour l'Ukraine de l'administration Trump, et Vladislav Sourkov, éminence grise du Kremlin, sont elles aussi dans l'impasse. Les désaccords portent notamment sur le périmètre de l'éventuel déploiement d'une force de maintien de la paix dans la région (le long de la ligne de contact ou sur tous les territoires contrôlés par les séparatistes et la frontière russo-ukrainienne).

Une société remodelée par le conflit armé

Dans ce contexte de « ni guerre ni paix », l'engagement citoyen se prolonge dans la continuité de la mobilisation d'hommes et de femmes ordinaires sur la place Maïdan[13]. De nombreuses initiatives privées aident toujours les appareils étatiques à gérer les conséquences du conflit armé. Certains de ces réseaux, comme Station Kharkiv qui apporte une assistance aux près de 1,6 million de personnes déplacées en interne dans la région de Kharkiv, se sont professionnalisés et agissent localement en relais d'organisations humanitaires internationales. D'autres, comme les initiatives de prise en charge des militaires blessés dans des hôpitaux publics de Kharkiv, Kiev, Dnipro ou Odessa, continuent à fonctionner bénévolement, à partir de la collecte de dons.

[11] La Rada suprême a adopté, le 18 janvier 2018, une nouvelle loi reconnaissant la Russie comme agresseur. Elle a, en outre, autorisé l'armée à prendre la direction des opérations militaires dans le Donbass, alors que celles-ci relevaient jusque-là du Service de sécurité d'Ukraine et étaient qualifiées d'opérations antiterroristes.

[12] S. Gobert, « Donbass blocades : Quo vadis ? », **https://nouvellesest.com/2017/03/14/donbass-blockades-quo-vadis/**

[13] I. Shukan, *Génération Maïdan. Vivre la crise ukrainienne*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2016.

L'accompagnement des anciens combattants dans leurs efforts de réinsertion fait également l'objet d'initiatives conjointes publiques et privées[14]. Ce retour à la vie civile de quelque 290 000 vétérans – chiffre avancé par les sources officielles en mai 2017 – est un défi majeur pour la société ukrainienne. Animés par une grande loyauté envers leur pays, mais aussi par une profonde méfiance à l'égard des élites politiques et des institutions étatiques, certains d'entre eux s'impliquent politiquement, notamment en manifestant ; d'autres prennent en main le maintien de l'ordre, en remplaçant la police. Cette expression active de leur citoyenneté éveille cependant des craintes quant à une éventuelle instrumentalisation de leurs capacités à user de la force.

Le conflit armé a aussi favorisé un travail de construction identitaire marqué issu de la cristallisation de l'image de la Russie en pays agresseur et de la volonté de prendre des distances, individuelles et collectives, avec elle. Ce travail se fait notamment autour de l'affirmation de l'ukrainien comme langue d'Etat dans un pays où le bilinguisme ukrainien-russe, même passif, était de règle jusque-là. Cette promotion de l'ukrainien se fait « par en haut » avec l'introduction, en mai 2017, de quotas dans les programmes des chaînes de télévision et des radios nationales, dont 75 % doivent être désormais proposés en ukrainien. Elle se fait aussi par le biais d'une politique linguistique assimilationniste : la réforme de l'éducation prévoit à l'horizon 2020 le passage de l'enseignement secondaire à l'ukrainien ; quelques matières pourront être enseignées en langues natives (tatar, gagaouze) ou de l'Union européenne, mais elles ne pourront l'être que marginalement en russe. Cette mesure discriminatoire à l'égard des russophones a été critiquée par la commission de Venise du Conseil de l'Europe qui, tout en reconnaissant la légitimité de l'affirmation linguistique, préconise des réaménagements pour le russe[15]. Enfin, cette association du russe à la langue de l'agresseur contribue à une dérussification « par en bas » avec des changements, lents mais certains, de pratiques linguistiques : si le passage du russe à l'ukrainien reste difficile pour beaucoup de russophones – qui représentent près de 25 % de la population contre 49,5 % d'ukrainophones et 23,7 % de bilingues actifs –, ils semblent néanmoins de plus en plus enclins à choisir des livres, des chaînes de télévision ou des sites internet dans la langue nationale[16]. Cette tendance à l'homogénéisation linguistique et identitaire contribue à creuser le fossé entre les territoires sous le contrôle des séparatistes prorusses et le reste du pays.

[14] A. Colin Lebedev, « Les combattants et les anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique », *Etudes de l'IRSEM*, n° 53, novembre 2017, pp. 71-95.

[15] Voir **http://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2017)030-e**

[16] V. Kulyk, « Ukrainians are ready to shed the legacy of Soviet russification », *Kyiv Post*, 6 octobre 2017, **https://www.kyivpost.com/article/opinion/op-ed/volodymyr-kulyk-ukrainians-ready-shed-legacy-soviet-russification.html**

Pour citer cet article : Ioulia Shukan, « L'Ukraine, entre tensions politiques à Kiev et guerre larvée dans le Donbass », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2017* / *Les Etudes du CERI*, n° 235-236, février 2018 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].